

Art. 18. A l'article 53 de l'arrêté royal, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 53, § 1er, est modifié par le texte suivant :

« § 1er. L'organisme de placement en créances ne peut détenir des liquidités que :

- si ces liquidités sont générées par le portefeuille de créances;
- si ces liquidités ne sont pas générées par le portefeuille de créances, pour autant que ces liquidités soient exclusivement destinées à couvrir les frais de fonctionnement ou les risques en cas de défaut de paiement. »;

2° Dans la version néerlandaise du texte de l'article 53, § 2 les mots « van de wet » sont insérés après « 137 ».

Art. 19. A l'article 54 de l'arrêté royal, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'article 54, premier alinéa, les mots « swaps ou » sont insérés devant les mots « contrats à terme »;

2° A l'avant-dernier paragraphe introduit par un tiret, les mots « à tout moment » sont remplacés par les mots « d'après son plan financier ou ses plans financiers ainsi qu'indiqué à l'article 5 du présent arrêté, »;

3° Le dernier paragraphe introduit par un tiret de l'article 54 est supprimé.

Art. 20. A l'article 55 de l'arrêté royal, les mots « obligatoirement prévu par le règlement de gestion ou les statuts » sont remplacés par les mots « conformément au règlement de gestion, aux statuts ou aux conditions de l'émission ».

Art. 21. A l'article 56 de l'arrêté royal, les mots « le dépositaire » sont remplacés par les mots « la société de contrôle ».

Art. 22. A l'annexe à l'arrêté royal, schéma P, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au point 1.4., les mots « le dépositaire » sont remplacés par les mots « la société de contrôle »;

2° Au point 1.17., les mots « le dépositaire » sont remplacés par les mots « la société de contrôle »;

3° Au point 3.18., les mots « le dépositaire » sont remplacés par les mots « la société de contrôle »;

4° Après le point 4., il est inséré un point 4bis., rédigé comme suit :

« 4bis. Données relatives à la société de contrôle;

4bis. 1. Dénomination, forme juridique, siège social et, si différent du siège social, le siège d'exploitation de la société;

4bis. 2. Ses principales activités »;

5° Dans la version néerlandaise du texte du point 6, le mot « noteringsagentschap » est remplacé par le mot « ratingagentschap ».

Art. 23. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 7 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Art. 18. In artikel 53 van het koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 53, § 1, wordt vervangen door de volgende tekst :

« § 1. De instelling voor belegging in schuldvorderingen kan slechts liquiditeiten aanhouden :

- die door de schuldvorderingsportefeuille zijn gerealiseerd;
- die niet door de schuldvorderingsportefeuille zijn gerealiseerd in de mate waarin deze liquiditeiten uitsluitend bestemd zijn om de werkingskosten of risico's in de tekortkomingen van de betalingen te dekken. »;

2° In artikel 53, § 2 worden na « 137 » de woorden « van de wet » toegevoegd.

Art. 19. In artikel 54 van het koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 54, eerste lid worden vóór het woord « termijnovereenkomsten » de woorden « swaps of » toegevoegd;

2° In het voorlaatste streepje wordt het woord « steeds » vervangen door de woorden « blijkens haar financieel plan of haar financiële plannen bedoeld in artikel 5 van dit besluit, »;

3° Het laatste streepje van artikel 54 wordt geschrapt.

Art. 20. In artikel 55 van het koninklijk besluit worden de woorden « die verplicht is gesteld in het beheersreglement of de statuten » vervangen door « overeenkomstig het beheersreglement, de statuten of de emissievoorwaarden ».

Art. 21. In artikel 56 van het koninklijk besluit worden de woorden « de bewaarder » vervangen door de woorden « de toezichtsvennootschap ».

Art. 22. In de Bijlage bij het koninklijk besluit, Schema P, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In 1.4. worden na de woorden « de bewaarder » de woorden « , de toezichtsvennootschap » toegevoegd;

2° In 1.17. worden na de woorden « de bewaarder » de woorden « , de toezichtsvennootschap » toegevoegd;

3° In 3.18. worden na de woorden « de bewaarder » de woorden « , de toezichtsvennootschap » toegevoegd;

4° Na 4. wordt een « 4bis. » toegevoegd dat als volgt luidt :

« 4bis. Gegevens met betrekking tot de toezichtsvennootschap;

4bis. 1. Naam of firma, rechtsvorm, zetel van de vennootschap en hoofdkantoor, indien afwijkend van de zetel van de vennootschap;

4bis. 2. Voornaamste werkzaamheden »;

5° In 6. wordt het woord « noteringsagentschap » vervangen door het woord « ratingagentschap ».

Art. 23. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 7 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE**

F. 95 — 1158

[S-C — 397]

10 AVRIL 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 septembre 1991 relatif à l'intervention octroyée à certaines communes à titre d'intervention dans le traitement des aspirants agents de police et des autres membres de la police communale qui prennent part à des formations professionnelles légalement obligatoires, considérées comme périodes d'activité de service

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG**

N. 95 — 1158

[S-C — 397]

10 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 september 1991 betreffende de aan bepaalde gemeenten toegekende tegemoetkoming in de bezoldiging van de aspirant-politieagenten en andere leden van de gemeentepolitie die deelnemen aan de wettelijk verplicht gestelde beroepsopleidingen die met periodes van actieve dienst worden gelijkgesteld

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op de artikelen 55 tot 58;

Vu la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales, notamment l'article 1er, modifiée par les arrêtés royaux n° 474 du 28 octobre 1986 et n° 502 du 31 décembre 1986 et par les lois des 7 novembre 1987, 22 décembre 1989, 20 juillet 1991, 30 mars 1994 et 21 décembre 1994;

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, modifiée par la loi du 21 décembre 1994, notamment les articles 69 à 72;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 1968 réglant l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 1991 relatif à l'intervention octroyée à certaines communes dans le traitement des aspirants agents de police et des autres membres de la police communale qui prennent part à des formations professionnelles légalement obligatoires, considérées comme périodes d'activité de services, modifié par les arrêtés royaux des 13 juillet 1993 et 10 juin 1994;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1994 fixant les modalités de contrôle de l'octroi d'une intervention financière aux communes lors de la conclusion d'un contrat de sécurité ou lors du recrutement de personnel supplémentaire dans le cadre de leur service de police, notamment l'article 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances en date du 22 mars 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 3 avril 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, motivée par l'impérieuse nécessité de rendre possible l'attribution de l'intervention dans le traitement des membres de la police communale qui ont pris part au cours de l'année académique 1993-1994 aux formations professionnelles légalement obligatoires, considérées comme des périodes d'activité de service;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 1er de l'arrêté royal du 5 septembre 1991 relatif à l'intervention octroyée à certaines communes dans le traitement des aspirants agents de police et des autres membres de la police communale qui prennent part à des formations professionnelles légalement obligatoires, considérées comme périodes d'activité de service, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1er. Dans les limites des crédits disponibles à l'article budgétaire spécifique inscrit au budget de l'Office national de Sécurité sociale des Administrations provinciales et locales en application de l'article 1er, § 2^{quater} de la loi du 1er août 1985 portant les dispositions sociales, une intervention est accordée aux communes dans le traitement des membres de la police communale qui prennent part à des formations professionnelles légalement obligatoires, considérées comme périodes d'activité de service. »

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, les mots « du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique » sont supprimés.

Art. 3. Un article 5^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 5^{ter}. Le Ministre de l'Intérieur ou son délégué après avis de l'Inspection des Finances réserve les sommes nécessaires afin de couvrir l'intervention accordée aux communes dans le traitement des membres de la police communale qui prennent part à des formations professionnelles légalement obligatoires considérées comme périodes d'activité de service. »

Art. 4. Un article 5^{quater} rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 5^{quater}. Le Ministre de l'Intérieur ou son délégué et le service d'inspection de l'Office national de Sécurité sociale des Administrations provinciales et locales peuvent consulter à tout moment sur simple demande et sur place toutes les pièces qui apportent la preuve que les communes satisfont aux conditions prévues pour obtenir l'intervention précitée. »

Gelet op de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 474 van 28 oktober 1986 en nr. 502 van 31 december 1986 en bij de wetten van 7 november 1987, 22 december 1989, 20 juli 1991, 30 maart 1994 en 21 december 1994;

Gelet op de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij wet van 21 december 1994, inzonderheid op de artikels 69 tot en met 72;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 1968 houdende organisatie en coördinatie van de controle op het toekennen en gebruik van subsidies;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 september 1991 betreffende de aan bepaalde gemeenten toegekende tegemoetkoming in de bezoldiging van de aspirant-politieagenten en andere leden van de gemeentepolitie die deelnemen aan de wettelijk verplicht gestelde beroepsopleidingen die met periodes van actieve dienst worden gelijkgesteld, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 juli 1993 en 10 juni 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1994 tot vaststelling van de modaliteiten van de controle bij het toekennen van een financiële tussenkomst aan de gemeenten bij het afsluiten van een veiligheidscontract of bij de aanwerving van bijkomend personeel in het kader van hun politiedienst, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, d.d. 22 maart 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, d.d. 3 april 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de dwingende noodzaak de toekenning mogelijk te maken van de tegemoetkoming in de bezoldiging van de leden van de gemeentepolitie die tijdens het academiejaar 1994-1995 hebben deelgenomen aan wettelijk verplicht gestelde beroepsopleidingen die met periodes van actieve dienst worden gelijkgesteld;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 september 1991 betreffende de aan bepaalde gemeenten toegekende tegemoetkoming in de bezoldiging van de aspirant-politieagenten en andere leden van de gemeentepolitie die deelnemen aan de wettelijk verplicht gestelde beroepsopleidingen die met periodes van actieve dienst worden gelijkgesteld wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten op het specifiek begrotingsartikel opgenomen in de begroting van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten, overeenkomstig artikel 1, § 2^{quater} van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, wordt aan de gemeenten een tegemoetkoming toegekend in de bezoldiging van de personeelsleden van de gemeentepolitie die deelnemen aan de wettelijk verplicht gestelde beroepsopleidingen die met periodes van actieve dienst worden gelijkgesteld. »

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden « van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt » geschrapt.

Art. 3. Een artikel 5^{ter}, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 5^{ter}. De Minister van Binnenlandse Zaken of zijn afgevaardigde reserveert na advies van de Inspectie van Financiën de nodige sommen om de tegemoetkoming te dekken die aan de gemeenten wordt toegekend in de bezoldiging van de personeelsleden van de gemeentepolitie die deelnemen aan de wettelijk verplicht gestelde beroepsopleidingen die met periodes van actieve dienst worden gelijkgesteld. »

Art. 4. Een artikel 5^{quater} luidend als volgt wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 5^{quater}. De Minister van Binnenlandse Zaken of zijn afgevaardigde en de inspectiedienst van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten kunnen op eenvoudig verzoek op ieder ogenblik ter plaatse alle stukken raadplegen die een bewijs vormen dat de gemeenten voldoen aan de voorwaarden die moeten vervuld worden om van bovenvermelde tegemoetkoming te kunnen genieten. »

Art. 5. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 10 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE
La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Art. 5. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Sociale Zaken zijn ieder wat hem betreft belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 10 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE
De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 95 — 1159

[S-C — 398]

10 AVRIL 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales, notamment l'article 1er, modifié par les arrêtés royaux n° 474 du 28 octobre 1986 et n° 502 du 31 décembre 1986 et par les lois des 7 novembre 1987, 22 décembre 1989, 20 juillet 1991, 30 mars 1994 et 21 décembre 1994;

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, modifiée par la loi du 21 décembre 1994, notamment les articles 69 à 72;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 1968 réglant l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres, modifié par les arrêtés royaux du 16 mars 1987 et du 23 juin 1994;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1994 fixant les modalités de contrôle de l'octroi d'une intervention financière aux communes lors de la conclusion d'un contrat de sécurité ou lors du recrutement de personnel supplémentaire dans le cadre de leur service de police, notamment l'article 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances en date du 22 mars 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 3 avril 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, motivée par la nécessité impérieuse de liquider à temps les subventions afférentes à l'année académique 1994-1995 aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres afin de ne pas les placer devant des difficultés budgétaires;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 7, alinéa premier de l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Dans les limites des crédits disponibles à l'article budgétaire spécifique inscrit au budget de l'Office national de Sécurité sociale des Administrations provinciales et locales en application de l'article 1er, § 2 quater de la loi du 1er août 1985 portant les dispositions sociales, des subventions sont octroyées aux centres d'entraînement et d'instruction agréés en vue d'assurer la formation professionnelle des candidats agents de police, des gardes champêtres et des agents de police. »

N. 95 — 1159

[S-C — 398]

10 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op de artikelen 55 tot 58;

Gelet op de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 474 van 28 oktober 1986 en nr. 502 van 31 december 1986 en bij de wetten van 7 november 1987, 22 december 1989, 20 juli 1991, 30 maart 1994 en 21 december 1994;

Gelet op de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij wet van 21 december 1994, inzonderheid op de artikels 69 tot en met 72;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 1968 houdende organisatie en coördinatie van de controle op het toekennen en gebruik van subsidies;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1987 en 23 juni 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1994 tot vaststelling van de modaliteiten van de controle bij het toekennen van een financiële tussenkomst aan de gemeenten bij het afsluiten van een veiligheidscontract of bij de aanwerving van bijkomend personeel in het kader van hun politiedienst, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, d.d. 22 maart 1995;

Gelet op het akkoord van onze Minister van Begroting, d.d. 3 april 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de dwingende noodzaak om de subsidies met betrekking tot het academiejaar 1994-1995 tijdig uit te betalen aan de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters opdat zij geen budgettaire moeilijkheden zouden ondervinden;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 7, eerste lid van het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7. Binnen de perken van de beschikbare kredieten op het specifiek begrotingsartikel opgenomen in de begroting van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten, overeenkomstig artikel 1, § 2 quater van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, worden aan de erkende trainings- en opleidingscentra subsidies toegekend voor de beroepsopleiding van de kandidaat-politieagenten, de veldwachters en de politieagenten. »